

Un bon manuel

Micheline Dumont

Volume 45, numéro 2, automne 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304968ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304968ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Dumont, M. (1991). Un bon manuel. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45(2), 251–256. <https://doi.org/10.7202/304968ar>

NOTE CRITIQUE

UN BON MANUEL¹

Ce manuel d'histoire, destiné aux élèves de 4e secondaire du secteur de la formation générale, est le dernier-né des manuels suscités par l'adoption des nouveaux programmes d'histoire en 1982. Depuis cette date, ont été publiés *Notre histoire* (ERPI, 1984), *À la recherche de mes racines* (LIDEC, 1984), *Le Québec: héritage et projets* (HRW, 1984), *Mon histoire* (Guérin, 1985), et *Nouvelle-France-Canada-Québec* (Beauchemin, 1986). Tous ces manuels se sont conformés à ce nouveau programme.

Contrairement à une idée reçue, les programmes d'histoire n'ont pas connu de nombreuses modifications depuis la réforme scolaire des années 1960. Les programmes de 1959 ont été «interprétés» en 1967, reformulés en 1970 et, pour le cas de l'histoire nationale, précisés dans un texte limité à une longue litanie de contenu événementiel. C'est l'établissement des examens objectifs qui a, dans la pratique, déterminé les modalités nouvelles de l'enseignement de cette discipline après 1968. Durant cette période, c'est le *Canada Québec - Synthèse historique* de Vaugeois et Lacoursière (1968) qui a servi de manuel de base dans les écoles, monopole peu entamé par la publication d'au moins six manuels concurrents entre 1968 et 1980.

La publication du *Livre vert sur l'éducation*, en 1977, a lancé l'opération de transformation des programmes, selon un processus complexe dans lequel ont été engagées de nombreuses ressources, et menées de larges consultations et plusieurs expérimentations. Les programmes d'histoire ont été formulés selon la méthode des objectifs après qu'on en eut spécifié les buts, les principes directeurs et les objectifs de formation. La publication du programme en 1982 a été suivie, en 1984, par celle d'un *Guide pédagogique* et, en 1986, par un document d'information, *Définition du domaine*, expression qui, dans le jargon du ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ), expose clairement les connaissances et les habiletés intellectuelles mesurées par les «examens du ministère». Sur le strict plan de la didactique, l'ensemble de cette opération, qui s'est étendue sur dix années, constitue une démarche

1 Louise Charpentier, René Durocher, Christian Laville et Paul-André Linteau, *Nouvelle histoire du Québec et du Canada*. Montréal, Centre éducatif et culturel, 2^e édition, 1990. 463 p.

rigoureusement scientifique qui a eu l'immense mérite de sortir l'enseignement de l'histoire de l'à peu près.

Ajoutons que l'enseignement de l'histoire nationale a été optionnel seulement de 1968 à 1975 et qu'on exagère souvent les effets de cette décision administrative temporaire (voir M. Dumont, «L'enseignement de l'histoire», dans *L'Action nationale* (avril 1989): 375-394).

L'équipe réunie pour la rédaction de la *Nouvelle histoire du Québec et du Canada* comprend Louise Charpentier, enseignante au secondaire, responsable du dossier «Histoire nationale» au MÉQ de 1978 à 1982, et à ce titre associée étroitement à la définition et à la conception du programme de 1982; Christian Laville, spécialiste en didactique de l'histoire à l'Université Laval; René Durocher et Paul-André Linteau, historiens rattachés respectivement à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal. La réédition de ce manuel (la première édition était de 1985) a permis aux auteurs de proposer un produit visuellement renouvelé et amélioré, de même qu'un texte mis à jour et amputé de ses plus grandes difficultés de lecture ou d'enseignement. L'ensemble constitue une réussite exemplaire que nous examinerons sur le triple plan de la facture, de la structure et du contenu.

C'est l'aspect visuel de ce manuel qui suscite d'abord l'attention. La variété est au menu: 45 cartes, 85 graphiques, 50 tableaux, 55 reproductions de documents (affiches, caricatures, journaux, pages frontispices) et pas moins de 330 illustrations (gravures, tableaux, timbres, dessins et, bien sûr, photographies). Sur l'ensemble, près de 46% sont en couleurs, ce pourcentage relativement faible étant expliqué par la longue suprématie du noir et blanc dans la photographie documentaire. Un tableau synchronique de l'époque 1450-2000 figure à l'ouverture de chaque chapitre, pour situer visuellement la place de chaque période dans l'ensemble et exposer le panorama comparatif de la chronologie de notre histoire avec celle de l'histoire mondiale (européenne?).

Le livre se termine par des instruments méthodologiques indispensables. D'abord des annexes, qui proposent des listes de gouverneurs, intendants, lieutenants-gouverneurs, gouverneurs généraux et premiers ministres. Ensuite, une bibliographie divisée selon le contenu des chapitres, bibliographie qui n'hésite pas à faire figurer une trentaine de romans. Également un glossaire, particulièrement précis et clair (seuls les puristes pourraient chicaner quelques concepts: matriarcat, bourgeoisie), glossaire qui contient même le terme suivant: «*cadre de référence*: ensemble de connaissances, des valeurs culturelles ou même des intérêts personnels qui déterminent notre façon de voir les choses. Chacun a donc un cadre de référence, y compris les historiens, qui doivent cependant s'efforcer d'expliquer le leur lorsqu'ils interprètent les faits historiques. C'est, entre autres, pour cette raison que les historiens proposent des interprétations différentes d'un même événement.» Qui dit mieux?

Un index thématique et onomastique complète l'ensemble. Il comprend en définitive peu de noms de personnes: moins de 350, dont le tiers ne figure d'ailleurs que dans les listes des annexes. Ainsi se trouve confirmée la

volonté de proposer une histoire de la collectivité et non pas une histoire axée sur les grandes figures du passé. On trouve, dans l'index des thèmes, une grande variété de noms d'associations, d'institutions, de lois, de traités, des concepts surtout politiques et économiques (tous les termes du glossaire y figurent) et quelques termes géographiques. L'index est fabriqué avec soin: les erreurs sont rarissimes.

Dans tout cet ensemble, un seul regret: les cartes ne comportent pas d'échelle, ce qui en diminue la valeur. On note également une carte des «affrontements de 1837 et 1838» (p. 167) qui fait inexplicablement figurer le tracé du canal de Beauharnois. Enfin, quelques illustrations sont sans légende.

Le manuel est divisé en 99 leçons de quatre pages. «Dans chacune on trouve deux grandes parties. La première nous permet de “découvrir l'histoire”; les auteurs résumement de façon brève les principaux éléments du thème. Le texte est accompagné de cartes, de graphiques et d'illustrations qui nous aident à découvrir et à comprendre le sujet étudié. La deuxième partie est facilement reconnaissable avec ses colonnes plus étroites et son fond de couleurs. C'est elle qui nous permet de “faire de l'histoire” en examinant des documents d'époque pour les questionner et les interpréter» (p. 4). C'est dire que près de la moitié des pages sont consacrées à des documents où l'on retrouve une variété infinie de textes (il serait fastidieux de les énumérer) et surtout des questions. Ce manuel oblige maîtres et élèves à *chercher* des réponses. Chacune de ces questions correspond en fait à un exercice qui doit être effectué en classe ou proposé comme devoir.

D'autre part le texte du manuel lui-même (qui fait environ 200 pages avec les illustrations), tout en présentant un résumé succinct de chaque leçon, entraîne l'élève au-delà de la stricte chronologie des événements et propose des cadres explicatifs éclairants dans la problématique adoptée. C'est dire que ce manuel est inutilisable par un élève laissé à lui-même. Le manuel exige la parole du professeur pour illustrer, raconter, expliquer, relier, synthétiser. Mais il suppose également le travail actif de l'élève pour «faire de l'histoire». Méthode exigeante s'il en est, mais parfaitement réalisable si l'on veut s'en donner la peine: de nombreuses expériences l'ont démontré.

L'adulte familier avec l'histoire nationale y trouvera un texte stimulant, dégagé de la traditionnelle trame politique qui orchestrait naguère encore de nombreuses publications (je pense entre autres aux séries de Jacques Lacoursière *Notre histoire - Québec/Canada*, 1972 et *Nos racines*, 1979-1983), et surtout axé délibérément vers l'histoire récente. Quatre des dix chapitres sont consacrés au XX^e siècle et l'histoire de la Nouvelle-France ne couvre que deux chapitres et demi. Cette périodisation est d'ailleurs celle du programme.

Ajoutons enfin que le manuel comporte une introduction qui fixe une analyse de la réalité actuelle (sociale, économique, politique et géographique) comme point de départ de la démarche historique, ainsi qu'une conclusion axée sur le sens de l'histoire. On aura compris qu'il s'agit du sens-direction et non pas du sens-signification. «Au bout du compte, la boucle est bouclée.

On part du présent pour ensuite remonter jusqu'aux origines du pays, puis revenir graduellement à l'histoire la plus récente, celle d'aujourd'hui. Ce manuel est donc une invitation à découvrir et à comprendre ce que nous sommes» (p. 4). À noter: les termes *Nouvelle*, *Canada* et *Québec* qui constituent le titre ne sont expliqués nulle part. Ils contiennent pourtant une part de flou sémantique et auraient gagné à être explicités.

Le «cadre de références» des auteurs, tout en laissant transparaître une prédilection notoire pour les grands mouvements de l'économie, tente d'équilibrer les informations sociales, économiques et politiques. Le meilleur exemple en est sans doute la période du Bas-Canada où l'Acte constitutionnel de 1791 n'est examiné qu'après une leçon sur l'immigration et deux leçons sur l'économie. Le même scénario est adopté pour la période de l'Union et celle de la Confédération. L'évolution constitutionnelle du XIX^e siècle est donc vue comme une série de réajustements de la superstructure politique aux transformations structurelles créées par la révolution industrielle. Il est plus malaisé de saisir la ligne directrice de l'histoire du XX^e siècle. L'affrontement Québec-Canada s'imisce progressivement à travers les étapes de l'accession à la modernité, les soubresauts de l'économie mondiale ou les revendications locales. Le dernier chapitre, qui porte sur la période 1960-1990, semble singulièrement homogène et son morcellement en neuf leçons thématiques ne permet pas de saisir les fluctuations récentes de l'histoire. Ainsi, l'ébullition des années 1967-1973 est peu visible. L'échec de l'Accord du Lac Meech (p. 412) est une interrogation qui précède celle sur la dénatalité et celle sur les disparités régionales.

La conclusion, à son tour, subordonne l'avenir politique à l'avenir économique. «Quelle direction l'économie de demain semble-t-elle prendre déjà? Quelle orientation peut-on souhaiter?» C'est sur ces deux questions terribles que se termine l'ouvrage.

La grande lacune de ce manuel reste le développement de la culture, qui n'y figure tout simplement pas. En réalité, c'est le programme lui-même qui est responsable de cette omission. Mais on conçoit que l'abondance des matériaux oblige à couper quelque part: 99 leçons pour une année scolaire de 36 semaines, cela représente un redoutable défi. Notons enfin que, dans ce manuel, le Canada est réduit à ses rapports tourmentés avec le Québec. Le format, en effet, excluait qu'on offre une vision globale de l'histoire canadienne. Mais ces rapports tourmentés ne constituent pas le matériau central du volume. Sa ligne directrice reste l'économie: la souveraineté-association (p. 434) demeure subordonnée à l'économie mondiale (p. 438).

La présentation du manuel annonce «que l'on tient compte de groupes qui ont longtemps été négligés dans les livres d'histoire, tels les femmes, les Amérindiens, les ouvriers ou les immigrants» (p. 3). Les Amérindiens, en effet, font l'objet de cinq leçons, y compris une section intitulée «La résistance amérindienne» dans le chapitre sur la conquête anglaise. Les trois autres groupes sont moins particularisés mais reçoivent une attention significative que l'index rend d'ailleurs plus visible que le texte lui-même. Le

féminisme, par exemple, est associé presque exclusivement à la lutte pour le suffrage féminin. Les transformations qui affectent la vie des femmes après 1965 sont rattachées davantage aux forces obscures du changement social et économique qu'aux revendications des mouvements féministes. Au demeurant, seuls les travailleurs et travailleuses sont présentés comme groupe porteur de revendications.

Par contre, deux thèmes qui occupaient naguère un large espace dans les manuels sont réduits à la portion congrue: l'histoire militaire et l'histoire de l'Église font à peine quinze pages chacune.

Le manuel propose quelques débats historiographiques parmi ses exercices d'histoire: les élèves sont ainsi initiés à la coexistence d'interprétations différentes. On propose un débat sur la mobilité sociale en Nouvelle-France (Trudel et Dechêne, p. 99), l'inévitable discussion sur la Conquête (Brunet, Séguin et Ouellet, p. 141), d'autres sur le rôle économique des élites canadiennes-françaises au début du XIX^e siècle (Brunet et Ouellet, p. 151), sur les rébellions de 1837-1838 (Groulx et Ouellet, p. 169), sur la politique d'assimilation (Durham et Séguin, p. 177) et sur la crise économique des années 1930 (Creighton, Vaillancourt et Granatstein, p. 349). Les citations présentées sont bien choisies mais exigeront vraisemblablement beaucoup d'habileté de la part des professeurs.

On trouve dans ce manuel des traces des questions litigieuses qui ont «empoisonné» l'enseignement de l'histoire canadienne. Les découvertes de Cabot sont «incertaines» (p. 48) et Jacques Cartier a le mérite de «pénétrer le nord du continent américain» (p. 50). Ainsi, ce n'est pas le Canada qui est découvert mais bien une route commerciale. La déportation des Acadiens est pratiquement présentée comme un à-côté de la guerre de propagande haineuse à laquelle se livrent les métropoles et les colonies (p. 118-121). Les rébellions de 1837-1838 sont décrites comme un authentique soulèvement politique «même si le nombre exact des insurgés demeure inconnu» (p. 169). Toutefois, cet épisode n'est pas identifié comme l'origine du courant nationaliste. On situe plutôt l'apparition de ce courant à l'époque de Mercier. Groulx est d'ailleurs mentionné davantage comme leader nationaliste que comme historien.

Une dernière remarque s'impose concernant la place accordée à Maurice Duplessis. Duplessis est le seul personnage historique à figurer dans un titre de chapitre (p. 9) et celui qui est nommé le plus grand nombre de fois dans le texte. Il est présenté comme le responsable de la «grande noirceur» (leçon 85), de «l'état patronneux» (leçon 87), de la «société bloquée» (leçon 89), etc. La liste de ses méfaits est fort longue. La période 1944-1960 y prend un relief particulier, on insiste très nettement sur les éléments de ce qui est en passe de devenir le nouveau paradigme de notre historiographie: la rupture fondamentale de la Révolution tranquille. Certes, les auteurs ne sont pas tombés dans le manichéisme sommaire que Jocelyn Létourneau diagnostiquait ici même («L'imaginaire historique des jeunes Québécois», *RHAF*, 41,4, printemps 1988) en analysant un corpus de réponses d'élèves à un concours d'histoire. Mais on peut se demander pourquoi cette étape de notre

histoire est la seule qui ait été personnalisée et stigmatisée de la sorte. C'est le point faible, à mon avis, de cette nouvelle interprétation de l'histoire du Québec et du Canada. En effet, cette dramatisation nourrit l'hypothèse de Létourneau, qui avance que «la technocratie élabore son temps de référence, bâtit la conscience historique de son "Moi" à travers la négation de l'"Autre", entreprend l'exorcisation d'un péché originel, le duplessisme, compose son langage à travers lequel tout est par la suite nommé et identifié, construit sa mémoire offensive et défensive, et confond son histoire avec celle du Québec» (Létourneau, *op. cit.*, p. 573). On pourrait suggérer, en guise de boutade, qu'à l'interprétation des clérico-nationalistes a succédé l'interprétation des «baby-boomers». Mais il reste que la *Nouvelle histoire du Québec et du Canada* pourra se trouver dans toutes les bonnes bibliothèques: c'est un instrument de travail aussi utile que bien fabriqué, un manuel exigeant et stimulant.

*Département des sciences humaines
Université de Sherbrooke*

MICHELINE DUMONT